Négociations avec l'Europe: les entreprises en attente

L'annonce du Brexit comme ralentisseur des tractations entre **Monaco** et l'Union Européenne ne satisfait pas les entrepreneurs, et notamment ceux du secteur des exportations...

e saviez-vous? On n'a pas le droit de manger en France un sandwich acheté à Monaco. Pas plus que des barbagiuans ou une pissaladière! Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas d'accord entre Monaco et l'Union Européenne sur l'exportation des produits alimentaires transformés.

Au-delà de l'anecdote, cet exemple est typique des freins réglementaires entre Monaco et l'Union Euro-péenne. Et pour certains entrepreneurs, par exemple les traiteurs ou ceux qui fabriquent des cosmétiques, la situation est de plus en plus difficile à gérer.

« Le marché, c'est l'Europe »

Alors quand ils apprennent que le Brexit va forcément ralentir les accords, ils font grise mine. «Nous espérons que cet épisode n'aura pas d'incidence trop longue sur le délai de négociation entre Monaco et l'UE car nos entreprises sont très perturbées dans leur fonctionnement par cette situation ambiguë, explique Philippe Ortelli,



Dans le quartier de Fontvieille (où Pierre Moscovici a visité les laboratoires d'Asepta en février dernier), beaucoup d'entreprises du secteur de l'exportation, et qui ont fait le choix de ne pas délocaliser leur activité, attendent avec impatience des accords avec l'UE.

(Photo Michael Alesi)

président de la Fédération des Entreprises Monégasques (FEDEM). Monaco ne peut pas attendre!»

Monaco est peut-être un havre de prospérité; mais le pays, dont l'économie reste diversifiée, a besoin de rayonner dans toute l'Europe. «L'absence d'accords avec nos principaux partenaires économiques ne peut qu'avoir un impact négatif sur l'emploi dans les secteurs exportateurs de notre pays. Le gouvernement et en particulier Gilles Tonelli peuvent compter sur la FEDEM pour les soutenir, si nécessaire, pour que rapidement l'économie de Monaco soit en phase avec le marché européen. Ce qui compte c'est le marché, et le marché principal, c'est l'Europe!»

Le patron des patrons veut donc des accords pour un business facilité. Et il pense également que les professions réglementées peuvent trouver un accord qui respecterait la priorité nationale. «Nous espérons que les sceptiques, y compris à Mo-naco, ne prendront pas la balle au bond pour prendre l'opinion en otage. Je rap-pelle que les professions réglementées ont raison de défendre leur caractère national en Principauté, mais que cela peut se faire dans le cadre d'une négociation en cours qui permettra aussi aux entreprises de Monaco d'avoir accès au marché européen ou de continuer à l'avoir. - Ça, les notaires, huissiers, médecins, avocats en sont moins sûrs (lire cidessous).

JOËLLE DEVIRAS

Chez Barclays, «accompagner nos clients au plus près»

La banque Barclays n'envoie pas de message d'inquiétude. Pourtant, sur le marché britannique, et sur la place boursière européenne globale, les bourses dévissent et les marchés sont très volatils. Mais pas de panique semble+i....

Pour le groupe bancaire britannique Barclays, c'est le CEO du groupe Jes Staley qui a réagi: « Cette décision radicale va engendrer de profonds changements au niveau européen dans les mois/années à venir. Notre groupe s'était préparé à une telle éventualité. Même si nous constatons une certaine volatilité sur les marchés pour le moment, Barclays a anticipé cette hypothèse. Nous sommes un groupe avec un ancrage international, une diversification des revenus et une stratégie claire tournée vers le service, sans oublier une capitalisation qui nous protège de ce genre de secousse.» Pour Francesco Grosoli, CEO Wealth and investment management EMEA (Europe Middle East Africa) qui dirige l'entité monégasque de Barclays «dans ce contexte nous nous devons surtout d'accompagner nos clients au plus près, encore plus que d'habitude. Notre groupe et notre organisation sont très solides, en particulier à Monaco, et encore plus lorsqu'on constate autour de nous les mouvements de concentration et d'acquisitions sur la place bancaire monégasque.



« Cette décision radicale va engendrer de profonds changements au niveau européen dans les mois/années à venir», explique le CEO du groupe Barclays, la banque britannique installée avenue de La Costa à Monaco. (DR)

Pour les avocats: « Le temps est notre allié »

Les avocats, comme l'ensemble des professions réglementées, ont toujours exprimé leur inquiétude face à une Europe qui entend défendre la libre circulation des biens et des personnes. Au Conseil national, l'élue Sophie Lavagna, avocate, a touiours regardé les négociations entre Monaco et l'UE avec la crainte, pour les avocats, d'être broyés dans la machine technocratique. Aujourd'hui, Alexis Marquet, bâtonnier, souligne que « le Conseil de l'Ordre des Avocats a suivi avec beaucoup d'intérêt le processus lié au référendum sur le maintien ou non de la Grande-Bretagne au sein de l'Union Européenne, dont l'issue par ailleurs nous semblait relativement

Nous partageons l'analyse



Alexis Marquet, bâtonnier, se réjouit de voir émerger une Europe à d'écoute des particularismes et des libertés des États.» (Photo Ax.T.)

du ministre d'État lorsqu'il évoque, à ce titre, l'opportunité d'une remise en question du projet européen, qui devra désormais être nécessairement à l'écoute des particularismes et des libertés des Cette nouvelle approche, que nous souhaitons ardemment, se devra d'être évidemment encore plus affirmée lorsque l'UE négociera avec des États tiers aux traités telle la Principauté de Monaco.

En ce sens, si les délais de négociations en vue d'un éventuel accord d'association se retrouvent allongés par l'effet du « Brexit », ce sera, à notre sens, tout à fait conforme aux intérêts de Monaco, dont le temps est incontestablement l'allié dans le cadre de l'avenir des relations avec nos voisins Européens.

Notre profession, bien entendu, tout comme les autres activités réglementées, demeurera fortement mobilisée et continuera de nouer avec le gouvernement un dialogue constant et constructif sur ce sujet.»